

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/L/300
18 mars 1999

(99-1099)

Conseil du commerce des marchandises
25 mars 1999

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'INSPECTION AVANT EXPÉDITION

Section A

1. Le Groupe de travail de l'inspection avant expédition (dénommé ci-après le "Groupe de travail") a été établi par le Conseil général à sa réunion des 7, 8 et 13 novembre 1996, en vue de procéder à l'examen prévu à l'article 6 de l'Accord sur l'inspection avant expédition et de faire rapport au Conseil général par l'intermédiaire du Conseil du commerce des marchandises, en décembre 1997 au plus tard.

2. Le 10 décembre 1997, sous la présidence de M. Chiedu Osakwe (Nigéria), le Groupe de travail a présenté son rapport (document G/L/214 daté du 2 décembre 1997) au Conseil général qui l'a adopté. Sur la base des recommandations formulées par le Groupe de travail, il a été convenu de prolonger d'un an, jusqu'à la fin de 1998, le mandat du Groupe.

3. En 1998, sous la présidence de M. Edward Brown (Royaume-Uni), le Groupe de travail a tenu quatre réunions formelles et cinq réunions informelles afin de procéder à des échanges de vues sur les questions mentionnées dans son rapport de décembre 1997. Au cours des réunions informelles, plusieurs organisations internationales, ainsi que l'IFIA (Fédération internationale des sociétés d'inspection), la CCI (Chambre de commerce internationale) et une société d'audit en matière d'IAE, ont fait part de leurs vues. Les discussions ont aussi porté sur la facilitation des échanges, le Conseil du commerce des marchandises ayant demandé, en septembre 1998, que cette question soit inscrite à l'ordre du jour à l'avenir. Le Groupe de travail a présenté le 10 décembre 1998 son rapport (G/L/273) au Conseil général par l'intermédiaire du Conseil du commerce des marchandises. Le Conseil général a adopté le rapport en acceptant de prolonger de nouveau le mandat du Groupe de travail jusqu'au 31 mars 1999.

4. Il convient par conséquent de lire le rapport ci-après conjointement avec les rapports présentés par le Groupe de travail au Conseil général en 1997 et 1998.

Section B

Généralités

5. Les objectifs des programmes d'inspection avant expédition (IAE) prescrits par les gouvernements ont évolué depuis le début des années 60. À l'origine, ces programmes avaient presque exclusivement pour objet de répondre à des préoccupations relatives au contrôle des changes mais, plus récemment, avec la libéralisation des échanges et la suppression du contrôle des changes, ils ont changé d'orientation et mettent désormais l'accent sur le recouvrement des recettes fiscales. L'IAE vise principalement à identifier les fausses factures et à faire en sorte que les gouvernements reçoivent les recettes fiscales qui leur sont dues.

6. Les principales caractéristiques des programmes d'IAE sont les suivantes:
- Les marchandises font l'objet d'une inspection dans le pays d'exportation avant leur expédition vers le pays de destination. Il s'agit de vérifier, d'une part, le prix payé par l'importateur, conformément à l'article 2:20 b) de l'Accord IAE et, d'autre part, si les marchandises satisfont aux spécifications contractuelles pertinentes qui ont été convenues, ainsi qu'aux contrôles qualitatifs et quantitatifs en vigueur dans le pays de destination.
 - Certains pays limitent l'inspection à un éventail de produits sensibles qui sont tous soumis à l'ensemble de la procédure; d'autres ont mis en place un programme d'inspection général dans le cadre duquel les marchandises visées sont également soumises à l'ensemble de la procédure. Actuellement, 34 Membres de l'OMC font appel aux services de sociétés d'IAE accréditées par l'IFIA. Une liste des sociétés membres de l'IFIA et des pays qui font appel à leurs services figure à l'annexe A.

Les objectifs des pays utilisateurs

7. En recourant à l'IAE, les pays entendaient assurer une classification et une évaluation correctes des importations et faciliter le recouvrement de recettes fiscales. Tous s'accordaient à dire que l'inspection avant expédition constituait une mesure provisoire à laquelle ils auraient recours jusqu'à ce que les administrations douanières nationales soient en mesure de s'acquitter elles-mêmes de ces tâches. La plupart des Membres utilisateurs se sont dits satisfaits de leurs programmes d'IAE et des avantages qui en avaient découlé, et certains ont estimé que le fait d'avoir de tels programmes avait facilité les échanges, ce qui n'aurait pas été le cas s'ils n'avaient pas existé. Toutefois, un Membre qui était un ancien utilisateur considérait que son programme ne lui avait permis de réaliser aucun des objectifs énumérés plus haut, ni n'avait facilité les échanges, et que les coûts du programme d'IAE avaient été supérieurs aux recettes fiscales recouvrées.

Principales préoccupations des exportateurs

8. D'un autre côté, tant les gouvernements que les négociants de bon nombre de pays exportateurs ont fait valoir que le recours à l'IAE retardait les expéditions et représentait des frais supplémentaires pour le commerce international. Ils se sont plaints de ce que parfois les sociétés d'IAE usaient de méthodes arbitraires, ne respectaient pas les dates convenues pour les inspections, réclamaient des documents supplémentaires et des renseignements commerciaux confidentiels, et majoraient arbitrairement les prix facturés. Néanmoins, plusieurs exportateurs (y compris certains dont les gouvernements ont recours à l'IAE) se sont dits globalement satisfaits de la mise en œuvre de l'Accord.

Procédures de recours

9. Des mécanismes existent pour traiter les plaintes par le biais des sociétés d'IAE concernées, des procédures de recours des Membres utilisateurs ou de l'Entité indépendante, établie en vertu de l'article 5 de l'Accord IAE. Jusqu'à maintenant, les exportateurs ont hésité à recourir à l'Entité indépendante. La CCI a donné à entendre que cela pouvait s'expliquer par le fait que les dispositions de l'Accord avaient fait disparaître certaines des principales sources de différends entre les sociétés d'inspection et les exportateurs, par les craintes des exportateurs qui pensaient qu'en se faisant ainsi connaître auprès des sociétés d'IAE, ils risquaient de voir la situation s'aggraver et non s'améliorer, ou encore par le coût que représentait le recours à cette possibilité. L'IFIA estimait que, dans beaucoup de cas, les problèmes avaient été résolus entre les sociétés d'IAE et les exportateurs concernés.

Section C

Programme de travail pour 1998

10. Le Groupe de travail a axé son échange de vues sur sept questions (énumérées ci-après) qui figuraient dans son rapport de 1997 (G/L/214). Il a aussi examiné le rapport entre l'IAE et la facilitation des échanges, ainsi que la question de l'assistance technique prévue à l'article 3 de l'Accord.

Question 1: Accord type entre les gouvernements et les sociétés d'IAE

11. Au début de l'année, la Suisse a présenté une proposition (distribuée sous la cote G/PSI/WP/W/16) concernant un accord type entre les gouvernements et les sociétés d'IAE. Un exemplaire de l'accord type figure à l'annexe B. Le Groupe de travail a appuyé d'une manière générale le but de l'accord, étant entendu que celui-ci n'avait pas un caractère contraignant et qu'il ne pouvait en aucune manière affecter les droits et les obligations des Membres au titre de l'Accord. Certaines délégations ont estimé que l'accord type était utile dans la mesure où il permettait d'incorporer facilement les dispositions de l'Accord IAE dans les contrats du Membre utilisateur. Mais le Groupe de travail a également estimé que les gouvernements, lorsqu'ils rédigeaient leurs propres contrats, devaient assurer aussi la compatibilité avec l'Accord IAE.

12. Le Groupe de travail a aussi noté que les membres de l'IFIA avaient leur propre code de conduite, différent de l'accord type, et a accueilli avec satisfaction l'initiative prise par l'IFIA de prendre des mesures pour vérifier le respect du code par ses membres et pour apporter au besoin les corrections nécessaires.

Question 2: Normalisation des documents d'inspection

13. Le Groupe de travail s'est félicité de pouvoir connaître les vues de la Chambre de commerce internationale (CCI) et de l'IFIA sur la manière dont la normalisation des documents pourrait réduire les obstacles au commerce imputables à l'usage de formulaires différents par les diverses sociétés d'IAE. La CCI et l'IFIA ont déjà l'une et l'autre envisagé la possibilité de normaliser trois formulaires (les fiches de renseignements destinées aux exportateurs, les formulaires de demandes de renseignements, les résultats des inspections matérielles) et sont convenues de coopérer dans d'autres domaines où la normalisation serait possible y compris celui des logiciels informatiques. Le Groupe de travail a suggéré aux deux parties de suivre autant que possible la formule-cadre CEE/ONU. À supposer que la normalisation des documents se poursuive, il est fort possible que les exportateurs souhaitent disposer d'un plus grand choix de sociétés d'IAE étant donné que la normalisation permettrait d'utiliser un formulaire unique indépendamment de la société d'IAE choisie, contrairement à ce qui se passe actuellement, à savoir qu'il existe différents formulaires pour la même procédure. Les avantages de la concurrence entre sociétés d'IAE dans le cadre d'un marché accord un gouvernement sont examinés au paragraphe 16.

Question 3: Examen sélectif des expéditions

14. Le Groupe de travail a été informé par l'Organisation mondiale des douanes, que l'un des éléments des bonnes pratiques douanières était l'inspection aléatoire, fondée sur des techniques de sélection et de gestion des risques. En particulier, il a appris qu'au lieu d'exiger une inspection pour chaque transaction, les administrations des douanes se servaient de profils de risques pour déterminer les expéditions à soumettre à inspection. Il a aussi été dit que, outre l'inspection aléatoire, des méthodes de vérification *a posteriori* basée sur un audit préalable de la firme importatrice contribuaient au bon fonctionnement des administrations des douanes et il a été estimé que les gouvernements devraient s'efforcer d'utiliser ces procédures. L'IFIA a confirmé qu'une inspection

sélective pourrait être mise en place et elle a proposé deux approches possibles, qui sont exposées à l'annexe D du présent rapport. Néanmoins chaque Membre pouvait décider de recourir à l'examen sélectif des expéditions.

Question 4: Audit des entités d'IAE

15. Le Groupe de travail a reconnu que, quand bien même la notion d'audit en soi était largement comprise et appliquée, l'audit des entités d'IAE était un phénomène nouveau. Contrairement à l'audit classique, l'audit en matière d'IAE est essentiellement destiné à surveiller les activités de vérification des prix des sociétés d'IAE pour garantir leur fiabilité et leur objectivité. Pour l'heure, seuls deux Membres utilisateurs ont fait appel à l'unique société d'audit en matière d'IAE et tous deux ont fait part de leur satisfaction quant à l'expérience positive et aux résultats qu'ils en ont tirés dans la mesure où cela a permis d'accroître la transparence et de contrôler efficacement les services d'IAE. Le Groupe de travail a remercié la société d'audit et ses juristes pour leurs exposés utiles sur leurs activités, ainsi que l'IFIA pour ses observations et sa contribution qui ont suscité un débat animé. Le Groupe de travail note que les Membres utilisateurs voudront peut-être examiner les avantages potentiels de l'audit en matière d'IAE qui ont été mentionnés par les deux Membres y ayant recours. Si les gouvernements qui font actuellement appel à des agents d'IAE décident d'engager des auditeurs, ils devraient faire en sorte que les droits des négociants n'en pâtissent pas, par exemple en raison de retards ou de frais supplémentaires pour le transport des marchandises, et qu'il n'y ait pas d'infraction à l'Accord IAE. Le Groupe de travail suggère de prendre en compte les principes directeurs proposés par les Communautés européennes, qui sont reproduits à l'annexe C.

Question 5: Promotion de la concurrence entre les sociétés d'IAE

16. La notion de concurrence est également bien connue mais le Groupe de travail n'est pas en mesure de dire si l'engagement de plus d'un agent d'IAE procure nécessairement des avantages aux exportateurs/importateurs ou crée des conditions de concurrence. D'après ce qu'il a pu entendre des Membres qui recourent aux services de plus d'une société, rien, assurément, ne donne à penser que cette pratique nuise davantage au bon fonctionnement de l'Accord que le fait de s'en tenir à une seule société. Toutefois, la décision doit être prise pour les gouvernements, sur la base de leurs consultations avec les négociants. Le Groupe de travail n'a pas jugé opportun de recommander aux Membres qui font actuellement appel à des sociétés d'IAE de procéder systématiquement par voie d'appels d'offres.

Question 6: Structures d'honoraires des entités d'IAE

17. Le Groupe de travail a remercié l'IFIA de sa contribution à ce débat complexe. Il a axé la discussion sur la question de savoir si les honoraires *ad valorem* de la valeur déclarée pratiqués par les agents d'IAE sur la base de leurs évaluations des prix contenues dans l'"accusé de bien-trouvé" les encourageaient à gonfler les chiffres indiqués dans ce document afin de percevoir des honoraires plus élevés. Le Groupe de travail reconnaît que l'IFIA a accepté d'envisager que les honoraires soient fixés, en fonction des obligations contractuelles en vigueur, sur la base d'un taux *ad valorem* de la valeur déclarée des marchandises et non pas d'honoraires *ad valorem* fondés sur l'accusé de bien-trouvé. Certains Membres se posaient des questions au sujet de l'utilisation d'honoraires *ad valorem* et de leur conformité avec l'article VIII du GATT et considéraient que seuls des honoraires forfaitaires devraient être perçus pour les services rendus. Le Groupe de travail a estimé que, dans l'intervalle, les nouveaux contrats ne devraient pas utiliser des barèmes d'honoraires établis sur la base des taux *ad valorem* contenus dans les accusés de bien-trouvé. Un examen plus approfondi de la question est nécessaire mais le Groupe de travail a cependant noté que certains Membres étaient résolument d'avis que, quelle que soit la méthode utilisée, les honoraires devaient être à la charge du gouvernement utilisateur et non pas des négociants et être conformes aux dispositions de l'article VIII du GATT. Il a aussi noté que d'autres Membres étaient résolument d'avis

qu'il appartenait à chaque Membre utilisateur de décider qui devait supporter les honoraires et que cette question n'était pas expressément abordée dans l'Accord IAE. Le Groupe de travail a également observé que plusieurs Membres faisaient actuellement payer des honoraires d'IAE aux importateurs.

Question 7: Bases de données sur les prix

18. Le Groupe de travail a noté que, suivant une pratique admise, les administrations des douanes modernes utilisaient, parmi les indicateurs en matière de gestion et d'évaluation des risques à leur disposition, une base de données (confidentielle ou non) contenant des renseignements soigneusement sélectionnés sur des facteurs tels que le prix, le poids, le volume, le nom de l'expéditeur, l'origine des marchandises, etc., en vue de déterminer si un lot de marchandises donné était digne de foi. S'il y a lieu, les renseignements commerciaux confidentiels contenus dans ces bases de données devraient être protégés. Cela montre bien que le prix n'est qu'un des éléments pris en compte pour déterminer si les marchandises doivent être inspectées et explique pourquoi certains Membres estiment qu'accorder trop d'importance à une base de données qui ne contiendrait que des prix de référence risquait, à leur avis, de favoriser une évaluation arbitraire.

19. Certaines délégations partageaient l'avis que la Colombie avait exposé dans sa communication (G/PSI/WP/W/22), selon lequel le fait de disposer de bases de données sur les prix contribuerait utilement à la transition vers des administrations douanières modernes et vers le retrait des services d'IAE. D'autres Membres restaient préoccupés par les utilisations abusives qui pouvaient être faites de ces bases de données, comme le soulignaient les États-Unis dans leur communication (G/PSI/WP/W/20). Le Groupe de travail est convenu que des bases de données sur les prix ne devaient pas servir à fixer des prix minimaux ni être utilisées d'une manière incompatible avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (communément dénommé l'"Accord sur l'évaluation en douane") et, en particulier, les dispositions de l'article 7:1.

Facilitation des échanges

20. Le Groupe de travail a examiné cette question en réponse à une demande faite par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion des 5 juin et 8 juillet visant à ce que ses sous-comités et groupes de travail ajoutent ce point à l'ordre du jour de leurs réunions formelles. Deux éléments sont ressortis des discussions informelles qui ont eu lieu sur ce sujet. D'une part, toute amélioration du fonctionnement de l'Accord, comme il a été dit plus haut, contribuera en soi à faciliter les échanges. D'autre part, les mesures de facilitation, notamment la modernisation et la réforme des procédures douanières par l'adoption de normes et de pratiques internationales en ce qui concerne les documents et les données, associées à l'adoption de techniques douanières modernes par les autorités douanières nationales, permettront aux pays de renoncer plus facilement aux systèmes d'IAE, et, en définitive, de mieux utiliser les ressources, d'améliorer le recouvrement et le contrôle des recettes fiscales et de faciliter davantage les échanges.

Assistance technique

21. L'assistance technique, telle qu'elle est prévue à l'article 3 de l'Accord IAE, a pour objectif d'aider les pays en développement à renoncer progressivement à l'IAE. Il s'agit donc, dans ce contexte, d'une question extrêmement vaste qui couvre l'évaluation en douane, les procédures douanières ainsi que la gestion des douanes. C'est pourquoi l'assistance technique fournie actuellement aux pays en développement par des organisations intergouvernementales internationales telles que l'OMD, l'OMC, la CNUCED et la Banque mondiale, ainsi que par le biais d'initiatives régionales et bilatérales, afin de garantir la pleine application de l'Accord sur l'évaluation en douane, a toute sa raison d'être. L'assistance reçue dans ce domaine devrait donc contribuer en soi à l'élimination progressive de l'IAE.

Section D

Recommandations

22. Le Groupe de travail conclut par conséquent qu'il conviendrait d'ajouter les recommandations suivantes à celles qu'il a formulées dans son rapport de 1997:

- a) les gouvernements doivent veiller à ce que les contrats soient conformes aux dispositions de l'Accord IAE; et encourager les Membres à envisager d'utiliser l'accord type chaque fois que possible;
- b) les gouvernements devraient envisager d'incorporer dans leurs contrats les principes de sélectivité et de gestion des risques;
- c) les gouvernements qui envisagent de soumettre à audit leurs programmes d'IAE devraient suivre les principes énoncés à l'annexe C ou veiller, lorsqu'ils se fondent sur d'autres critères, à respecter les principes énoncés dans l'Accord IAE, comme la non-discrimination et le traitement national; et
- d) les pays développés devraient faire en sorte que les pays en développement reçoivent l'assistance technique nécessaire en vue du renforcement de leurs capacités afin qu'ils puissent se passer progressivement de l'IAE.

23. Le Groupe¹⁴ de travail recommande par ailleurs que le Comité de l'évaluation en douane soit chargé au départ d'assurer le suivi de l'Accord et que l'IAE soit un point permanent de l'ordre du jour.

ANNEXE A

PROGRAMMES D'IAE
au 4 mars 1999

PAYS	TYPE DEVICES/DOUANE	SOCIÉTÉS D'IAE	RÉPARTITION SIT. GÉOGRAPHIQUE/ CHOIX DES IMPORTATEURS
ANGOLA	DEVICES/DOUANE	SGS	-
ARGENTINE	DOUANE	BIVAC, ITS, INSPECTORATE, SOCOTEC, CONTROL UNION, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
BANGLADESH ¹	DOUANE	BIVAC, ITS, INSPECTORATE, OMIC	CHOIX DES IMPORTATEURS
BÉNIN	DEVICES/DOUANE	BIVAC	-
BOLIVIE	DOUANE	INSPECTORATE, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
BURKINA FASO	DEVICES/DOUANE	SGS	-
BURUNDI	DEVICES	SGS	-
CAMBODGE	DOUANE	SGS	-
CAMEROUN	DOUANE	SGS	-
COLOMBIE	DOUANE	BIVAC, COTECNA, ITS	CHOIX DES IMPORTATEURS
COMORES ²	DEVICES/DOUANE	COTECNA	-
CONGO, RÉP. DÉM. DU	DOUANE	SGS	-
CÔTE D'IVOIRE	DOUANE	SGS	-
ÉQUATEUR	DOUANE	BIVAC, COTECNA, ITS, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
GHANA	DEVICES/DOUANE	GSBV, COTECNA, ITS, SGS	SIT. GÉOGRAPHIQUE
GUINÉE	DOUANE	SGS	-
IRAN ³	QUALITÉ/QUANTITÉ	BIVAC, COTECNA, INSPECTORATE, ITS, OMIC, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
KENYA	DOUANE	BICA, COTECNA, SGS	SIT. GÉOGRAPHIQUE
LIBÉRIA	DOUANE	BIVAC	-
MADAGASCAR	DEVICES/DOUANE	BIVAC	-
MALAWI	DOUANE	SGS	-
MALI	DEVICES/DOUANE	SGS	-
MAURITANIE	DOUANE	SGS	-

¹ Programme d'IAE facultatif.

² Doit être remis en œuvre le 1^{er} avril 1999.

³ Ne vise que les aspects qualitatif et quantitatif des spécifications contractuelles applicables aux importateurs.

PAYS	TYPE DEVICES/DOUANE	SOCIÉTÉS D'IAE	RÉPARTITION SIT. GÉOGRAPHIQUE/ CHOIX DES IMPORTATEURS
MEXIQUE ⁴	DOUANE	BIVAC, ITS, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
MOZAMBIQUE	DEVICES/DOUANE	ITS	
NIGER	DEVICES/DOUANE	COTECNA	
NIGERIA	DEVICES/DOUANE	BIVAC, ITS (SWEDE CONTROL), ISC	SIT. GÉOGRAPHIQUE
OUGANDA	DOUANE	ITS	-
PARAGUAY	DOUANE	BIVAC, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
PÉROU	DOUANE	BIVAC, COTECNA, SGS	CHOIX DES IMPORTATEURS
PHILIPPINES	DOUANE	SGS	-
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	DOUANE	SGS	-
RWANDA	DEVICES/DOUANE	SGS	-
SÉNÉGAL	DOUANE	SGS	-
SIERRA LEONE	DEVICES/DOUANE	BIVAC	-
TANZANIE	DOUANE	SGS	-
TOGO	DEVICES/DOUANE	COTECNA	-
ZANZIBAR	DEVICES	SGS	-

Bien que l'IFIA n'ait pas pour politique de tenir des listes des Programmes d'IAE, son Comité de l'inspection avant expédition a établi la présente liste à titre exceptionnel, en réponse à une demande du Secrétariat de l'OMC. Tout a été fait pour que cette liste soit aussi exacte que possible à la date de publication mais, étant donné qu'elle peut être modifiée périodiquement, il convient de vérifier les détails directement auprès des sociétés d'IAE visées.

⁴ Les marchandises de certaines catégories et origines indiquées à l'article 10 de l'Accord établissant la déclaration d'importation automatique sont soumises à l'inspection avant expédition si leur valeur unitaire est inférieure aux prix estimés publiés par le gouvernement.

ANNEXE B

Accord type d'inspection avant expédition

Proposition de la Suisse

1. Dispositions générales

- 1.1 Le présent accord est conclu entre (le *Gouvernement*) ... et (la *société d'IAE*) (dénommés ci-après les "parties contractantes") conformément aux principes et obligations énoncés dans l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition (dénommé ci-après l'"Accord sur l'IAE (OMC)").
- 1.2 Il entrera en vigueur au bout de 60 jours, afin de ménager un délai suffisant pour informer les exportateurs et les importateurs.
- 1.3 (La *société d'IAE*) respectera les lois, réglementations ou prescriptions applicables (du *gouvernement*), conformément aux dispositions de l'Accord sur l'IAE (OMC).
- 1.4 Dans le cadre de la mise en oeuvre du présent accord, (le *gouvernement*) appliquera les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'IAE (OMC).
- 1.5 (La *société d'IAE*) s'engage à mener les activités d'inspection avant expédition conformément aux dispositions de l'Accord sur l'IAE (OMC).

2. Portée de l'inspection

- 2.1 Les activités d'IAE menées par (la *société d'IAE*) peuvent comprendre les services ci-après:
 - a) inspections de la qualité et de la quantité, conformément à l'article 2:4 de l'Accord IAE (OMC);
 - b) vérification des prix, y compris la fourniture de conseils techniques à des fins d'évaluation en douane, conformément à l'article 2:20 de l'Accord sur l'IAE (OMC);
 - c) classification douanière.

3. Lieu de l'inspection

- 3.1 Toutes les activités d'inspection avant expédition, y compris la délivrance d'un accusé de bien-trouvé ou d'un avis de non-délivrance, seront menées sur le territoire douanier à partir duquel les marchandises sont exportées ou, si l'inspection ne peut pas être effectuée sur ce territoire douanier étant donné la nature complexe des produits en question, ou si les deux parties en conviennent, sur le territoire douanier où les marchandises sont fabriquées.

4. Transparence/renseignements

- 4.1 (La *société d'IAE*) fournira aux exportateurs, d'une manière commode, tous les renseignements nécessaires visés au paragraphe 6 de l'article 2 de l'Accord sur l'IAE (OMC), ainsi qu'une indication des lois ou réglementations nouvelles ou modifiées en rapport avec les activités d'inspection avant expédition que (le *gouvernement*) lui a communiqués.

- 4.2 (Le *gouvernement*) s'engage à fournir à (la *société d'IAE*) toutes les lois, réglementations et prescriptions relatives à l'IAE 60 jours avant le lancement du programme en la matière. Par ailleurs, il informera immédiatement (la *Société d'IAE*) de toutes les modifications qui y seront apportées.

5. Confidentialité

- 5.1 (La *société d'IAE*) traitera tous les renseignements reçus au cours de l'inspection avant expédition comme des renseignements commerciaux confidentiels dans la mesure où ces renseignements ne sont pas déjà publiés, généralement accessibles à des tiers, ou du domaine public. Elle ne divulguera pas de renseignements commerciaux confidentiels à des tiers.
- 5.2 En application de cette disposition, (la *société d'IAE*) prendra des mesures de sécurité appropriées en ce qui concerne ses bureaux et ses employés.
- 5.3 Nonobstant le paragraphe 1, (la *société d'IAE*) pourra partager des renseignements commerciaux confidentiels avec (le *gouvernement*), mais uniquement dans la mesure où de tels renseignements sont habituellement requis pour les lettres de crédit ou autres formes de paiement, à des fins douanières, pour l'octroi de licences d'importation ou pour le contrôle des changes.
- 5.4 (La *société d'IAE*) ne demandera pas aux exportateurs de fournir des renseignements sur les éléments ci-après:
- i) données de fabrication concernant des procédés brevetés, faisant l'objet de licences ou non divulgués, ou des procédés pour lesquels une demande de brevet a été déposée;
 - ii) données techniques non publiées autres que les données nécessaires pour prouver la conformité aux règlements techniques ou aux normes;
 - iii) fixation des prix intérieurs, y compris les coûts de fabrication;
 - iv) niveaux des bénéfices;
 - v) modalités des contrats entre les exportateurs et leurs fournisseurs, à moins qu'il ne soit pas possible autrement pour (la *société d'IAE*) d'effectuer l'inspection en question. Dans de tels cas, (la *société d'IAE*) ne demandera que les renseignements nécessaires à cette fin.

6. Conflits d'intérêt

- 6.1 (La *société d'IAE*) confirme qu'elle applique des procédures visant à éviter les conflits d'intérêt, comme le prévoit l'article 2:14 de l'Accord sur l'IAE (OMC). Elle informera (le *gouvernement*) de ces procédures internes et de toutes les modifications qui y seront apportées.

7. Avis techniques concernant les principes d'évaluation en douane

- 7.1 La vérification des prix par (la *société d'IAE*) à des fins douanières se limitera à la fourniture d'avis techniques visant à faciliter la détermination de la valeur en douane par (le *gouvernement*).

- 7.2 Lorsqu'elle évaluera la valeur à des fins douanières, (la *Société d'IAE*) n'exigera pas du vendeur qu'il modifie le prix indiqué sur la facture commerciale à des fins de paiement.
- 7.3 Lorsqu'elle fournira un avis technique sur l'évaluation en douane, (la *société d'IAE*) utilisera la méthode d'évaluation en douane notifiée par (le *gouvernement*) à l'OMC. Elle informera les exportateurs de la méthode appliquée.
- 7.4 (Le *gouvernement*) encourage (la *société d'IAE*) à utiliser des moyens électroniques pour fournir les renseignements requis aux exportateurs et aux importateurs.
8. Normes
- 8.1 Les inspections de la quantité et de la qualité seront effectuées conformément aux normes définies par le vendeur et l'acheteur dans le contrat d'achat ou, en l'absence de telles normes, conformément aux normes et à la pratique internationales pertinentes.
9. Procédures de recours et d'examen indépendant
- 9.1 En cas de différend entre un exportateur et (la *société d'IAE*), les parties aux différends appliqueront les procédures énoncées à l'article 2:21 (Procédures de recours) et à l'article 4 (Procédures d'examen indépendant) de l'Accord sur l'IAE (OMC).
- 9.2 (La *société d'IAE*) établira des procédures lui permettant de recevoir et d'examiner des plaintes des exportateurs et de prendre des décisions à leur sujet, et mettra à la disposition des exportateurs des renseignements sur ces procédures conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 2 de l'Accord sur l'IAE (OMC). Les procédures seront élaborées et appliquées conformément aux directives énoncées aux paragraphes 3 à 6 ci-après.
- 9.3 (La *société d'IAE*) désignera un ou plusieurs agents qui seront disponibles, pendant les heures de bureau normales, dans chaque ville ou port dans lesquels elle a un bureau administratif d'inspection avant expédition pour recevoir et examiner avec compréhension les recours ou plaintes des exportateurs et rendre des décisions à leur sujet; ces plaintes ou ces recours devraient être présentés conformément aux procédures énoncées aux paragraphes 4 et 5 ci-après.
- 9.4 Plaintes déposées auprès de (la *société d'IAE*):
- i) En premier lieu, les exportateurs souhaitant déposer une plainte en rapport avec des activités d'inspection avant expédition devraient être invités à prendre contact avec le chef de service compétent de (la *société d'IAE*) et à lui fournir des renseignements sur l'affaire.
 - ii) (La *société d'IAE*) procédera à une enquête dans les moindres délais.
 - iii) Si l'exportateur n'est pas satisfait de la réponse de (la *société d'IAE*), il pourra former un recours conformément aux procédures énoncées au paragraphe 5 ci-après.
- 9.5 Recours formés auprès de (la *société d'IAE*):
- i) les exportateurs ayant exprimé des doléances au sujet d'activités d'inspection avant expédition, auxquelles il n'aura pas été répondu lors des consultations avec le chef du service compétent de (la *société d'IAE*), pourront former un recours auprès de la direction de (la *société d'IAE*).

- ii) le membre de la direction de (la *société d'IAE*) désigné devrait procéder à une enquête concernant le différend et répondre à l'exportateur, normalement dans un délai de deux jours ouvrables à compter de la réception de la demande de recours, soit a) en lui exposant les résultats du recours, soit b) en l'informant qu'une enquête plus poussée est nécessaire, dont le résultat lui sera communiqué dès que possible.

9.6 Des renseignements détaillés concernant la procédure visée aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus seront mis à la disposition des exportateurs par (la *société d'IAE*).

ANNEXE C

Principes directeurs pour l'audit en matière d'IAE

Le processus d'audit:

- 1) ne devrait pas entraîner de chevauchement des travaux d'IAE;
- 2) devrait toujours être appliqué d'une manière compatible avec les principes et Accords du GATT et de l'OMC;
- 3) devrait être mené par des entités qui ont des références fiables en matière d'audit;
- 4) devrait être mené dans des conditions d'indépendance, de confidentialité et d'intégrité.

ANNEXE D

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS D'INSPECTION
Bureau à Genève: Groupe de travail de l'inspection avant expédition
Rue François Bonivard 6
1201 Genève

Tél./Fax: (022) 731 15 63
Adresse électronique: ifia_geneva@ifia.ch

À: M. Edward Brown
Président du Groupe de travail de l'inspection avant expédition de l'OMC

Objet: Inspection sélective

Cher Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre datée du 2 mars 1999.

Je souhaite confirmer la déclaration faite à la réunion informelle d'octobre 1998 par l'IFIA, qui avait indiqué que l'inspection sélective était réalisable et qu'il existait principalement deux manières de la mettre en œuvre:

- a) En ce qui concerne le gouvernement utilisateur: établir un profil de risque. Une variante de ce principe a déjà été mise en œuvre aux Philippines: le gouvernement a publié une liste de produits considérés comme présentant de grands risques et devant encore être systématiquement inspectés, à savoir i) certains produits sensibles, y compris les produits d'occasion, les déchets, les produits devant subir des analyses de laboratoire, etc.; ii) les produits jugés à haut risque par les autorités douanières; et iii) les produits qui ne sont pas correctement décrits dans la déclaration d'importation pro forma.
- b) En ce qui concerne le pays de provenance: la société d'IAE peut procéder à un audit des installations de l'exportateur, s'agissant des produits exportés à titre régulier, pour établir le niveau de confiance concernant les produits, les systèmes et les documents qui permettrait d'introduire des techniques d'inspection sélective. À condition que l'exportateur remplisse certains critères rendus publics, ses expéditions pourraient bénéficier de l'inspection sélective, laquelle serait effectuée à l'aide d'une méthode d'échantillonnage conforme aux normes internationales. L'IFIA estime que cette approche répondrait aux prescriptions en matière de non-discrimination et de transparence de l'Accord IAE.

Sous réserve des conclusions du Groupe de travail à ce sujet, l'IFIA serait disposée à recommander que ses membres étudient avec les gouvernements utilisateurs la possibilité de mettre en œuvre l'inspection sélective à condition qu'elle réponde aux prescriptions des gouvernements utilisateurs.

L'IFIA est pleinement consciente de l'importance de la facilitation des échanges et ses membres examineront de très près l'inspection sélective et les autres améliorations pouvant être apportées au système en vue de promouvoir cet objectif.

Veillez agréer, cher Monsieur, les assurances de ma haute considération.

Nigel Balchin
Groupe de travail de l'IAE de l'IFIA
Comité de l'IAE
